



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-145

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

**Objet : ECLAIRAGE PUBLIC - RENOVATION ET GESTION DU RESEAU -
SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE - PARTENARIAT PUBLIC PRIVE -
APPROBATION ET SIGNATURE DU CONTRAT - FINANCEMENT**

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Hélène CAPMAS, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu les dispositions des articles L.1414-1 à L.1414-16, D.1414-1 à D.1414-9 du CGCT, ainsi que les dispositions des articles L.313-23 à L.313-35 du Code Monétaire et Financier,

Vu la délibération du Conseil municipal du 6 avril 2010 approuvant le principe du recours à un contrat de partenariat pour renouveler son réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore,

Vu les avis rendus préalablement par la Commission consultative des services publics locaux le 11 mars 2010 et par le Comité Technique Paritaire le 02 avril 2010,

Vu le rapport d'évaluation préalable,

Vu le projet de contrat de partenariat laissé à la consultation des conseillers municipaux,

Vu le rapport de présentation annexé à la présente,

Par délibération en date du 6 avril 2010, notre assemblée a décidé, sur la base d'une évaluation préalable, le lancement d'une procédure de partenariat public-privé en vue du renouvellement du réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore.

Après désignation, lors de la même séance, des membres de la Commission ad hoc, une procédure de dialogue compétitif a été menée.

La procédure s'est inscrite dans le cadre des dispositions des articles L 1414-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 25 juin 2010 au BOAMP et au JOUE.

Le dépôt des candidatures a été clos le 09 août 2010.

Trois candidatures ont été remises dans les délais requis :

- Société TRAVESSET
- Groupement CITELUM/SOGETRALEC
- Société ETDE

La commission ad hoc s'est réunie le 10 août 2010 pour procéder à l'ouverture des candidatures.

Elle s'est ensuite réunie le 12 août 2010 afin de dresser la liste des candidats admis à participer au dialogue compétitif. Elle a décidé de ne retenir que deux candidats et d'écarter la Société TRAVESSET en raison de l'insuffisance des garanties financières et économiques présentées par la candidate.

Le dossier de consultation a été transmis aux candidats retenus le même jour.

Ils ont été invités à remettre leur Proposition Prévisionnelle Sommaire (PPS) au plus tard le 1^{er} octobre 2010.

En réponse aux questions posées par la Personne Publique sur la base des PPS remises, les candidats ont été invités à remettre leur première proposition intermédiaire détaillée (PPID) avant le 28 octobre 2010.

Une première réunion de dialogue s'est tenue successivement avec chacun des deux candidats le 20 décembre 2010.

En réponse aux questions suscitées par la réunion précitée, les candidats ont été invités à remettre une 2^{ème} proposition intermédiaire détaillée (DPID) avant le 14 février 2011.

Une seconde réunion de dialogue s'est tenue avec chacun des candidats le 21 mars 2011.

Après analyse des propositions des candidats, chaque candidat a été invité le 28 avril 2011 à remettre son Offre Définitive Détaillée au plus tard le 06 juin 2011.

L'analyse des offres finales a été effectuée selon les critères de jugement prévus dans l'avis d'appel public à la concurrence :

- critères techniques ... 35 %
- développement durable ... 20 %
- critères financiers ... 35 %
- critères juridiques et sociaux ... 10 %

Par application de ces critères et après que la Commission ad hoc ait été consultée le 21 juin 2011, le groupement CITELUM/SOGETRALEC a été placé premier.

Sa proposition constituant l'offre économiquement la plus avantageuse, je vous propose d'attribuer à ce candidat le contrat de partenariat pour la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore de la Ville de Sète.

Le contrat de partenariat public privé portera :

- Sur l'éclairage public incluant l'éclairage des stades et des équipements sportifs de plein air
- La signalisation lumineuse tricolore
- Les illuminations festives et la mise en valeur du patrimoine par la lumière
- La mise aux normes électriques de l'ensemble des marchés de plein air

dans les objectifs notamment de :

- modernisation et revalorisation comptable du patrimoine communal
- d'optimisation des performances opérationnelles
- de mise en valeur des bâtiments
- de remise à niveau et aux normes des diverses installations

et plus généralement répondra aux objectifs généraux de la commune à travers une revitalisation urbaine, économique, culturelle et touristique et la réalisation d'investissements productifs d'énergie.

Ce contrat est passé pour une durée de 20 ans.

Par ailleurs et conformément à l'article L. 1414-10 du CGCT, il est précisé :

- le coût prévisionnel global du contrat s'élève à 2 549 792 € en moyenne annuelle, la durée de ce contrat étant de 20 ans à compter de la date à laquelle il sera notifié ;
- la part que ce coût représente par rapport à la capacité de financement annuelle de la Ville est de 3,30 %.

Le financement mis en place par le groupement CITELUM/SOGETRALEC est accompagné d'une cession de créance professionnelle au profit de l'établissement bancaire AUXIFIP que la Ville de SETE doit accepter en application des articles L.313-23 à L.313-35 du Code monétaire et financier.

Ce financement implique la signature d'une convention tripartite entre la Ville, le candidat et l'établissement bancaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la proposition de Monsieur le Maire de retenir au vu du classement des candidats, le groupement CITELUM/SOGETRALEC en qualité de titulaire du contrat de partenariat public privé pour le renouvellement du réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore,

AUTORISE

le Maire à procéder à la phase de mise au point du contrat,

AUTORISE

le Maire à signer le contrat final de partenariat à l'issue de la mise au point, ainsi que ses annexes et toutes pièces et actes y afférents,

AUTORISE

le Maire à signer l'acte d'acceptation de la cession de créance au profit de l'établissement bancaire AUXIFIP,

DIT

que les crédits sont prévus aux budgets 2011 et suivants.

Sont annexés à la présente :

- *rapport de présentation*
- *procès-verbal de la commission ah hoc du 21 juin 2011*
- *procès-verbal de la commission ad hoc du 12 août 2010*

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-146

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

INTERCOMMUNALITE

Objet : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE - AVIS DU
CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'un des objectifs forts de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales est d'achever la couverture intercommunale engagée avec la loi du 12 juillet 1999, de rationaliser le périmètre des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, et de simplifier l'organisation intercommunale par la suppression des syndicats dont l'objet ne se justifie plus.

Les orientations de la loi, à travers l'élaboration par le Préfet au plus tard le 31 décembre 2011, d'un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) visent à :

- constituer des EPCI à fiscalité propre d'au moins 5 000 habitants ;
- améliorer la cohérence spatiale des EPCI à fiscalité propre par rapport au périmètre des unités urbaines (au sens de l'INSEE), des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale ;

- accroître la solidarité financière ;
- réduire le nombre de syndicats de communes ou de syndicats mixtes ;
- transférer les compétences exercées par les syndicats à un EPCI à fiscalité propre ;
- rationaliser les structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes de développement durable.

L'ambition annoncée est de créer une organisation territoriale plus pertinente et plus efficace afin que les services rendus soient mieux identifiés par les bénéficiaires, et plus simples à gérer par les collectivités organisatrices, tout en réduisant les coûts inutiles et les lenteurs administratives. Cette réforme a également pour objectif de renforcer la démocratie, pour rendre nos territoires plus attractifs ; en un mot, adapter la gouvernance locale aux enjeux d'avenir.

C'est la raison pour laquelle le Préfet, en présentant à la CDCI le 15 avril dernier le SDCI de l'Hérault, a proposé pour notre territoire la fusion entre la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (Thau Agglo), la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau, et la Communauté d'Agglomération Hérault-Méditerranée, avec intégration, dans le périmètre de fusion, de la commune de Tourbes.

Ce projet a l'avantage d'identifier un territoire doté de la capacité à porter les stratégies de développement et de solidarité que sont en droit d'attendre nos concitoyens, et de constituer une intercommunalité d'équilibre entre l'aire urbaine de Montpellier et l'aire urbaine de Béziers.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

le projet de fusion entre la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau, et la Communauté d'Agglomération Hérault-Méditerranée, avec intégration, dans le périmètre de fusion, de la commune de Tourbes,

EMET

un avis favorable à ce projet.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-147

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION LE JEU DE PAUME -
EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 25 %

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'opération " LE JEU DE PAUME " relative à la construction de 18 logements collectifs, situés 29 rue du 14 juillet à Sète, par l'OPH de Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 24 mai 2011 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 1 736 285 €,

Vu la lettre du 30 mai 2011 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LE JEU DE PAUME ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 274 402 €
Financement "construction de 13 logements collectifs "
Montant de la garantie : 68 600,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 1 104 334 €
Financement "construction de 13 logements collectifs "
Montant de la garantie : 276 083,50 €

Prêt PLAI FONCIER de 79 766 €
Financement "construction de 5 logements collectifs "
Montant de la garantie : 19 941,50 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 277 783 €
Financement "construction de 5 logements collectifs "
Montant de la garantie : 69 445,75 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 68 600,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,60 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % (pour les prêts DRL).

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 276 083,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,60 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % (pour les prêts DRL).

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 19 941,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,80 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % (pour les prêts DRL).

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 69 445,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,80 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % pour les prêts DRL).

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2 % au 24/05/2011. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "construction de 18 logements collectifs » « LE JEU DE PAUME » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-148

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PARC AQUATECHNIQUE - CESSIION A LA VILLE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La parcelle lotie cadastrée section AC N° 416 d'une superficie de 7 134 m², desservie par la rue de Copenhague dans le parc d'activités « Aquatechnique » de Sète est une parcelle invendue sur le Budget Annexe du Parc Aquatechnique.

Cette parcelle qui constitue le lot n° 127 dudit Parc est mise à disposition de la société TERDEMO en vue de stocker du matériel nécessaire à l'activité de l'Entreprise de travaux publics.

La Ville envisageant de clôturer le budget annexe du parc Aquatechnique il devient essentiel de transférer cette parcelle du budget du parc Aquatechnique vers le budget de la Ville.,

Les flux entre budget de lotissement et budget principal sont considérés comme des flux économiques et non purement comptables comme c'est le cas entre budget annexe à caractère industriel et commercial et budget principal : il s'agit donc d'une vente.

Une évaluation établie par les Services de France Domaine a estimé la valeur vénale de cette parcelle à 384 000 € avec une marge d'appréciation fixée à 10 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de la vente par le budget du Parc aquatechnique de cette parcelle à la Ville,

DECIDE de l'achat par le budget de la Ville de cette même parcelle,

INSCRIT une dépense de 406 638 € (soit 57 €/m² : prix de vente appliqué lors des dernières transactions) ainsi que la prise en charge des frais d'actes notariés sur le Budget de la Ville :

Nature : 2111

Fonction : 020

Service : PAT

INSCRIT la recette correspondante sur le budget annexe du parc Aquatechnique :

Nature : 7015

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 29 – ABSTENTIONS : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-149

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PARC AQUATECHNIQUE NORD - CESSIION A LA VILLE
DE PARCELLES DE TERRAIN - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Les parcelles loties cadastrées respectivement section AC N° 542 (1330 m²) et AC 571 (342 m²) sises rue de Dublin prolongée dans le Parc d'activités « Aquatechnique Nord » de SETE sont des parcelles invendues sur le Budget Annexe du Parc Aquatechnique Nord.

La Ville de SETE envisageant de clôturer le budget annexe du Parc aquatechnique Nord prochainement, il devient essentiel de transférer ces parcelles du budget du Parc aquatechnique Nord vers le budget de la Ville.

Les flux entre budget de lotissement et budget principal sont considérés comme des flux économiques et non purement comptables, comme c'est le cas entre budget annexe à caractère industriel et commercial et budget principal : il s'agit donc d'une vente.

Les Services de France Domaine ont estimé la valeur vénale de ces parcelles à

219 000 € soit :

- la construction 131 200 € avec une marge d'appréciation de 15 %
- le terrain 87 800 € avec une marge d'appréciation de 20 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de la vente par le budget du Parc aquatechnique Nord de ces parcelles à la Ville,

DECIDE de l'achat par le budget de la Ville de ces mêmes parcelles,

INSCRIT une dépense de 87 278,40 € (soit 52,20 €/m² : prix de vente appliqué lors des dernières transactions) ainsi que la prise en charge des frais d'actes notariés sur le Budget de la Ville :

Nature : 2111 Fonction : 020 Service : PAT

INSCRIT la recette correspondante sur le budget annexe du parc Aquatechnique Nord :
Nature 7015

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 29 – ABSTENTIONS : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-150

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - EAU POTABLE - PARCS DE
STATIONNEMENTS HALLES-CANAL ET VOIRIE - RESTAURATION COLLECTIVE
- CASINO - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

En application de l'article L1411-3 du CGCT, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Ils ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 08 juillet 2011.

Ils concernent les services suivants :

- L'eau potable
- Le parc de Stationnement Halles-canal et voirie
- La restauration collective
- Le Casino

pour lesquels des notes synthétiques individuelles ont été établies et annexées à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

et les membres présents ont signé

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUILLET 2011

**SERVICES PUBLICS DELEGUES
RAPPORTS DES DELEGATAIRES**

NOTES SYNTHETIQUES

DELEGATION DU SERVICE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La gestion de ce service a été confiée à VEOLIA EAU, par contrat de délégation datant du 1er février 1985.

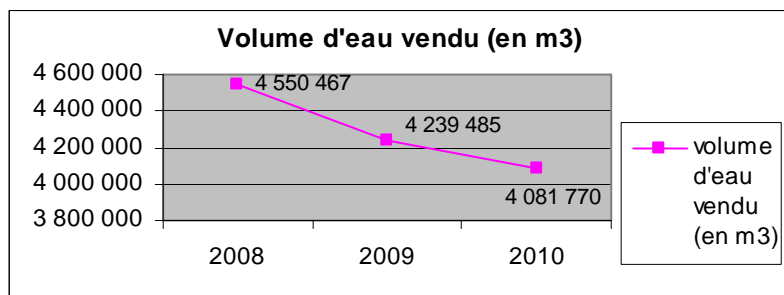
Ce service est doté d'une usine de production d'eau potable d'une capacité de 17600 m3 par jour, de 5 réservoirs d'une capacité cumulée de 16 000 m3 et de 248 km de canalisations et branchements dont 184 km de canalisations.

Les missions du délégataire sont : la garantie de la continuité du service, l'assurance de la qualité de l'eau, sa contribution à la protection de la ressource.

En 2010 un avenant a été signé pour la prise en compte de l'exploitation de la nouvelle station du quai des moulins.

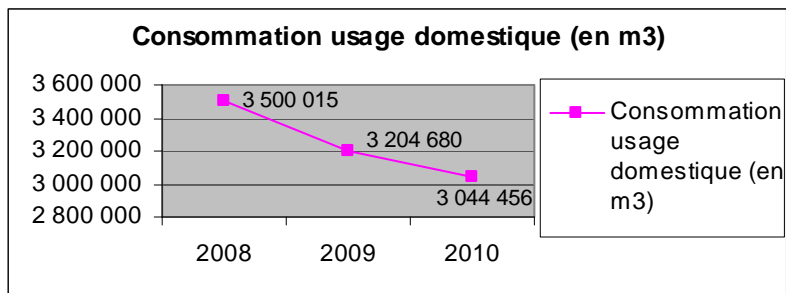
Les graphes suivants matérialisent des données importantes pour les trois dernières années : 2008, 2009, 2010.

L'évolution du volume d'eau vendu :

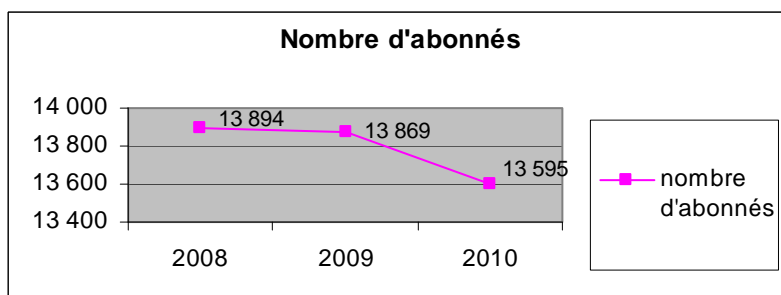


La consommation à usage domestique :

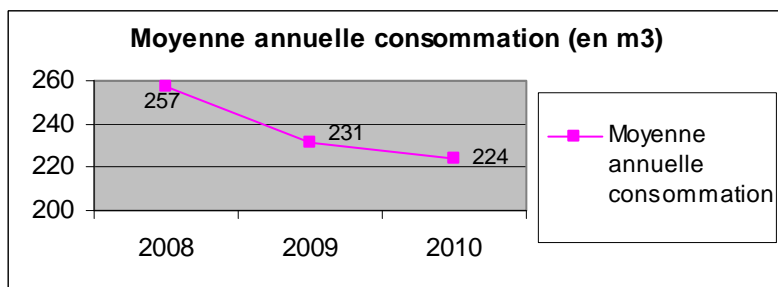
VILLE DE SETE



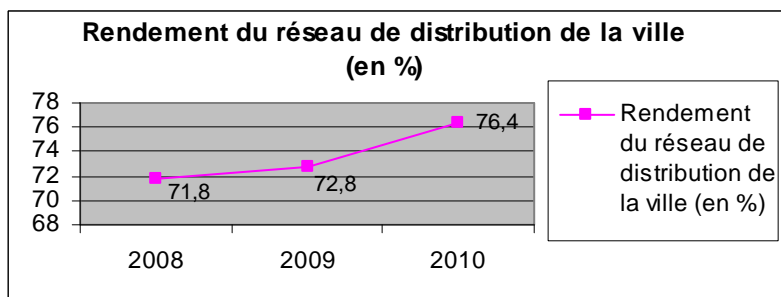
Le nombre d'abonnés :



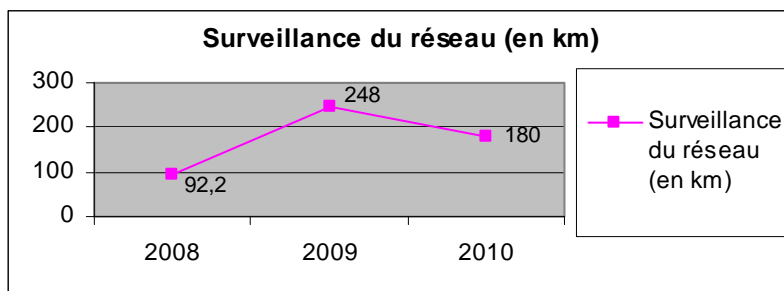
La moyenne de consommation par compteur et par an :



Le rendement du réseau de distribution de la ville en %



La surveillance du réseau en km



Les améliorations de ces résultats sont le fruit de nombreux travaux effectués (mise en place de canalisations et remplacements de vannes, branchements en plomb, compteurs).

DELEGATION PARC DE STATIONNEMENT HALLES- CANAL ET VOIRIE

Le contrat de concession des parcs et de gestion du stationnement payant a été conclu le 20 décembre 1991. Il a été suivi de 4 avenants

Malgré les prestations offertes aux clients : prêt de parapluie, panier, cabas, vélos, la gratuité le jour d'anniversaire, l'accompagnement aux véhicule (sur demande) le numéro azur et le site internet pour les contacts des clients a noté une forte proportion d'appels concernant des incidents et réclamations environnant les 40 %, contre 16 % de moyenne en France.

Le Parking sous le canal :

Les équipements déjà présents sont dotés d'un contrat de maintenance, cependant on ne peut identifier aucun investissement pour l'année 2010.

Ce parking, géré à distance par le parking des halles, reçoit la présence d'un agent de 11 h à 14 h du Lundi au Vendredi. Ce dernier assure également les taches d'entretien.

Il compte 388 places sur 2 niveaux

Une augmentation de fréquentation de 4,68 % a été constatée entre 2009 et 2010. Cependant, malgré une augmentation des abonnements de longue durée (+ 24,04 %) et des forfaits abonnements courte durée (+ 54,54 %), le nombre d'abonnés reste stable.

L'évolution des tarifs horaires sur trois ans est linéaire pour 1 heure de stationnement (1,30 €) et augmente de 0,20 € par an depuis 2008 pour le tarif 24 heures

Le résultat avant impôt sur l'exploitation de cet ouvrage est de + 284 842 € en 2010 contre + 262 038 € en 2009.

Le Parking des halles :

Le même constat est fait en ce qui concerne les équipements déjà présents ainsi que pour l'impossibilité d'identifier des investissements nouveaux pour l'année 2010.

Une permanence d'agents Vinci est assurée de 6 h à 20 h .L'astreinte du parking en dehors des présences est transférée, par un système centralisé, vers Vinci à Montpellier.

Ce parking compte 279 places sur 3 niveaux

On constate une fréquentation en augmentation de 2,38 % entre 2009 et 2010, une augmentation des abonnements longue durée de 2,62 % et de 8,96 % sur les courtes durées.

Le résultat avant l'impôt sur l'exploitation de cet ouvrage est de + 60 038 € en 2010 contre + 28035 € en 2009

L'évolution des tarifs est la même que pour le parking sous le canal.

Stationnement sur voirie :

Ce stationnement se décompose en 3 zones : orange (461 places), verte (950 places) et rouge (67 places)

La recette annuelle pour l'année 2010 est de 557 095,50 € pour 551 494,30 € en 2009.

Le résultat avant impôt des prestations sur le stationnement sur voirie est de + 203 517 € en 2010 contre + 147 434 € en 2009.

Compte de résultat :

Le résultat avant impôt de la délégation est ainsi de 548 397 € en 2010 contre 437 507 € en 2009.

Conclusion : un audit du contrat Vinci, confié au cabinet FCL a été réalisé et les conclusions présentées fin avril ont amené la Ville à saisir Vinci sur un certain nombre de constatations en vue d'engager une renégociation.

DELEGATION DU CASINO EXERCICE 2009/2010

En application de l'article L 1411-3 du CGCT, la Société Sète Loisirs, en sa qualité de Déléataire du Casino de Sète, a produit le rapport annuel comptabilisant la totalité des activités afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et présentant une analyse de la qualité de service.

La période concernée va du 1^{er} novembre 2009 du 31 octobre 2010

1 – Présentation Générale :

L'exercice 2008/2009 avait confirmé la baisse de l'exercice précédent sur le produit brut des jeux pour l'ensemble de la profession soit – 8,2%.

Pour 2009/2010 il faut noter un ralentissement dans la décroissance avec une diminution de 2,13% par rapport à 2008/2009.

Ce qu'il n'empêche pas qu'il s'agit là de la troisième année de baisse consécutive pour la profession.

Il est à noter que parallèlement les jeux en ligne ont commencé à être exploités légalement depuis Mai 2010, et se sont développés depuis.

Trois domaines sont concernés :

- Paris Sportifs
- Courses hippique
- Poker

Il n'y a pas encore d'étude précise sur l'impact de ces jeux en ligne.

Le bilan fait ressortir que le taux de prélèvement au profit de l'Etat et des Communes représente toujours 54,4% du produit brut des jeux.

2 – Le Casino de SETE :

A – Ses activités :

Il faut noter que le parc machines à sous du Casino évolue et s'oriente vers des machines à petites dénominations.

Concernant le Magic Casinos Jackpot (une centaine de casinos dont celui de Sète reliés entre eux) le Jackpot est tombé trois fois en France avec pour une somme dépassant les 9.000.000,00 €. Ce produit devrait attirer de plus en plus de clients.

Le Casino continue ses actions de Partenariat (Ex : FC Sète – participation financière)

B – Le Casino en chiffres :

Le produit brut des jeux est en baisse soit -7%

Le chiffre d'affaires est en baisse de 4,3%

L'ensemble des charges d'exploitation est en baisse de 10% par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse provient principalement de la suppression de la Taxe Professionnelle au profit de deux nouvelles taxes et de la suppression des frais de contrôle sur les machines à sous et les jeux de tables.

Les recettes supplémentaires inscrites au compte 471 « prélèvement à employer » sont affectées à hauteur de 50% pour la Ville de Sète et 50% pour le Casino.

Cette répartition sera la même jusqu'à la fin du cahier des charges au 31/10/2010. Les sommes respectives de 17.231,35 € et 17.082,98 € seront reversées à la Ville de Sète.

C – La qualité de Service :

Elle réside dans la formation du personnel et dans l'analyse de la performance individuelle de chaque collaborateur en termes de qualité.

Contrôle de qualité de service des installations, des prestations proposées aux usagers, des normes d'hygiène.

Equipement d'un système de comptage aux entrées.

DELEGATION DE LA RESTAURATION COLLECTIVE
RAPPORT ANNUEL 2009 / 2010



SOMMAIRE

- **Chapitre I : Economique & financière**
- **Chapitre II : La qualité de service**
- **Chapitre III : Nos engagements**
- **Conclusion exercice 2009/2010**

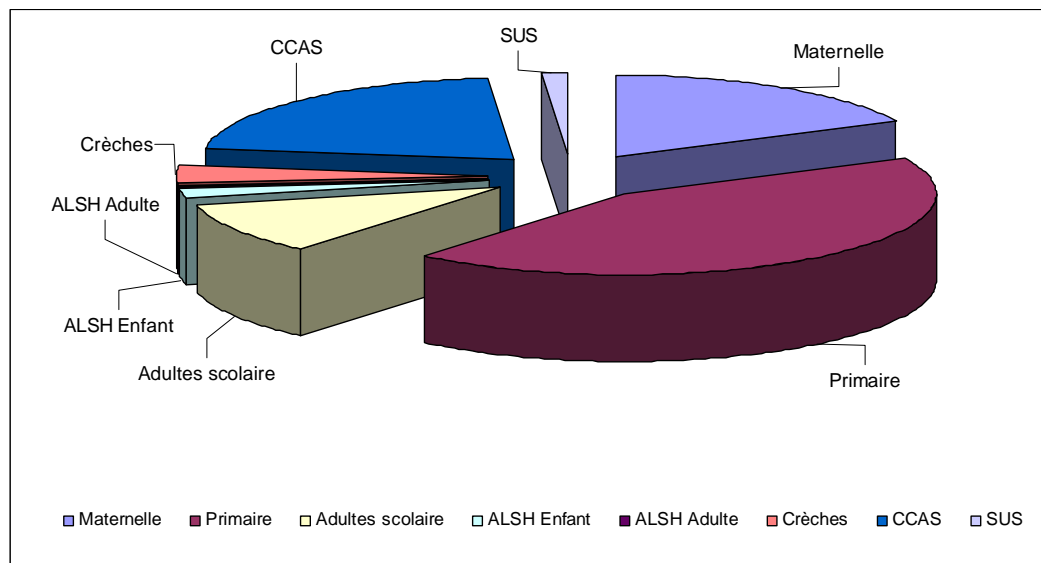
Chapitre I : Economique & financière

1. La fréquentation

Sur l'exercice 2009 / 2010 (du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2010), le nombre total de repas s'élève à 367 215 repas soit une augmentation de **+ 11,28%** par rapport à la base contractuelle de 330 000 repas.

La fréquentation est fortement représentée par l'activité scolaire.

55,14 % des repas du contrat de délégation de service public ont été consommés par des maternelles (63 959 repas) et des élémentaires (138 506 repas), sur 138 jours de consommation sur l'exercice .



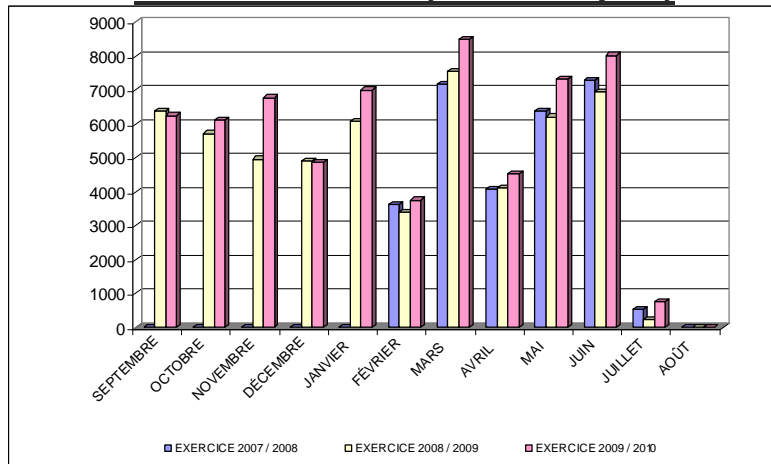
Chapitre I : Economique & financière

2. Evolution de la fréquentation

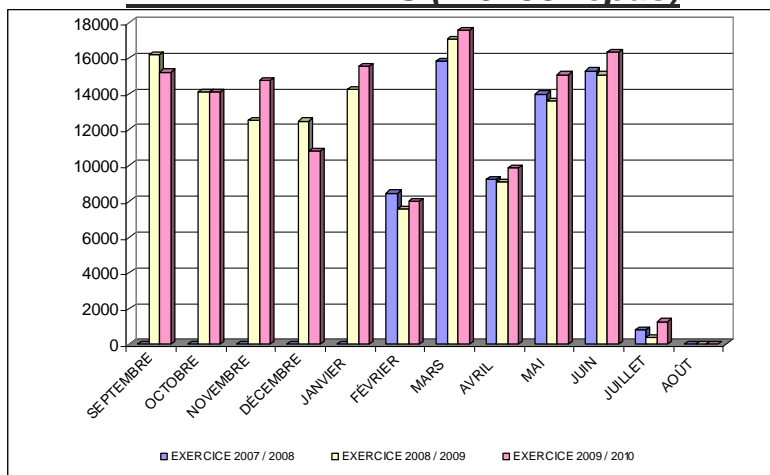
On constate une évolution de la fréquentation de + 12 525 repas soit 3,53% par rapport à l'exercice 2008/2009.

Vous trouverez ci-après l'évolution de la fréquentation par catégorie de convives:

MATERNELLES (+ 7390 repas)

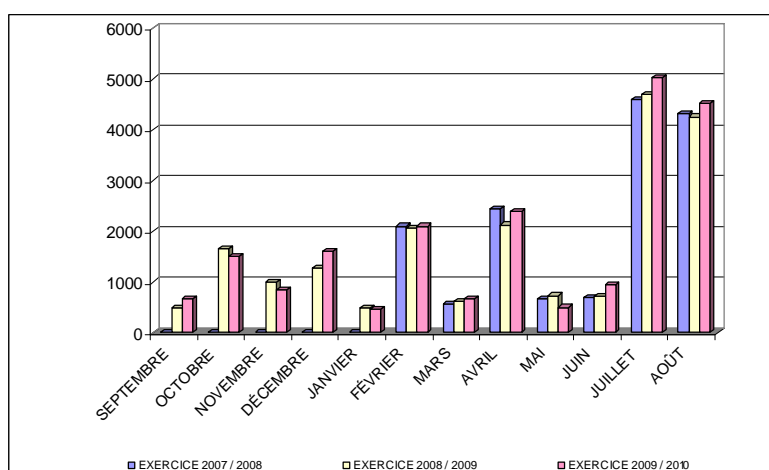


ELEMENTAIRES (+ 6133 repas)

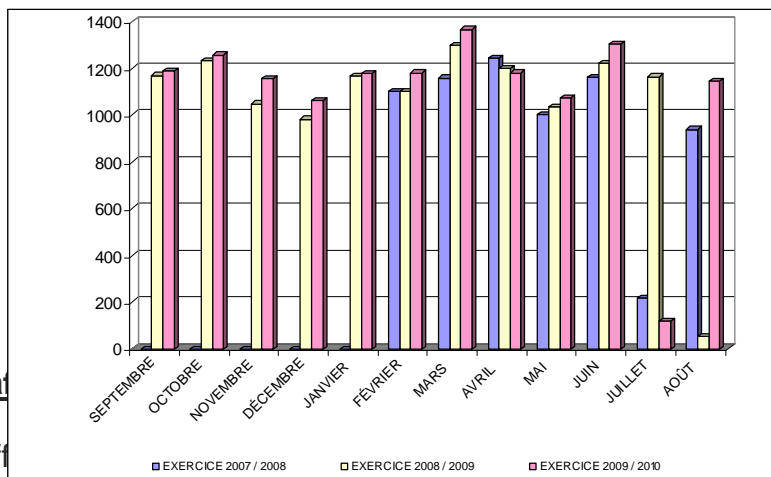


Chapitre I : Economique & financière

ALSH ENFANTS (+ 1090 repas)



CRECHES (+ 538 repas)



3. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires

- Repas : 1 599 861,81 € H.T.,
- Goûters : 32 460,29 € H.T.,
- Prestations annexes : 23 271,56 € H.T.

soit :

4. Evolution du prix des repas

Conformément aux accords contractuels, les prix unitaires des prestations sont révisés annuellement soit le 1er septembre.

Pour l'exercice 2009 / 2010, l'application de la formule détermine une révision de prix de - 0,8391%.

Formule de révision de prix contractuelle :

$$P = + 0,85 \frac{\text{INDICE 1}}{\text{INDICE 1}_0}$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé

P₀ = prix unitaire actuel de facturation

INDICE 1 = indice prix à la consommation – Ens. des ménages- France métropolitaine – Produits alimentaires (sans boissons)

Pour cet exercice, la révision des prix a été favorable à la ville car l'indice prix à la consommation a diminué.

5. Effet de seuil

Conformément à l'article 41.2 et 43 « ajustement des prix unitaires de repas » du contrat de délégation de service public, le prix unitaire de repas est ajusté lorsque le nombre effectif de repas commandés par la Ville connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 5% par rapport au nombre de référence (330 000 repas annuels).

Pour l'exercice 2009 / 2010, le nombre de repas commandés est de 367 215 soit une augmentation de + 11, 28 % par rapport à la base contractuelle de 330 000 repas.

Cette augmentation de repas donne lieu à une régularisation, soit un avoir en faveur de la Ville de : 82 996,82 € H.T.

6. L'activité clients tiers

Conformément à l'article 51 : « redevance » du contrat de délégation de service public, le délégataire verse une redevance à la Ville.

La redevance clients tiers pour la période du 1er septembre 2009 au 31 août 2010 est de 20 000, 00 € T.T.C.

Cette redevance est versée annuellement à terme échu par le délégataire sur ordre de recette émis par la Ville.

Pour l'exercice le nombre de repas s'élève à 19 168 soit 5,81% par rapport à la base contractuelle (330 000 repas).

Chapitre II : La qualité de service

1. Analyse de la qualité

Cette analyse s'effectue à travers plusieurs outils :

➤ **Les commissions de restauration** se déroulent tous les deux mois.

Les thèmes abordés sont les suivants :

- L'évaluation des menus précédents à travers l'analyse du baromètre qualité « C'est mon goût »,
- Les menus de la période à venir,
- Les animations,
- Les éventuelles enquêtes de satisfactions,
- Les suggestions ou remarques du client.

L'objectif est d'instaurer un « lieu d'échanges » pour améliorer la satisfaction globale des différents convives.

➤ **Le baromètre qualité** est une source de données directe du consommateur.

➤ **Les enquêtes de satisfactions :**

Sur l'exercice 2009 / 2010, une enquête a été réalisée :

- Au mois de décembre 2009 auprès des enfants élémentaires fréquentant les restaurants scolaires de G.Brassens, J.Macé, Lakanal, P. Langevin.
- Au mois de juin 2010 auprès des enfants élémentaires fréquentant les restaurants scolaires de F.Buisson, A.France, Renaissance et P.Bert.

Après analyse, nous constatons une satisfaction globale de :

- **79%** pour l'enquête réalisée au mois de décembre 2009,
- **87%** pour l'enquête réalisée au mois de juin 2010.

2 – Les animations et la communication

Les animations autour du repas sont toujours très appréciées par les convives. Elles sont sous trois formes :

- les fêtes calendaires
- les menus à thèmes
- le fruit et le légume du mois.

Cette dernière, surtout orientée pour les jeunes convives. Elle a pour objectif de familiariser les enfants avec l'aliment. Pour cela un partenariat s'est créé avec un primeur local qui envoie sur chaque site de restauration le produit sous forme brute « du champs à l'assiette ».

Cette animation associe les objectifs de santé publique, les notions de goût, de plaisir et de convivialité. Ce projet s'inscrit dans une politique d'alimentation au niveau national(PNNS) en « favorisant les fruits et légumes », par des opérations d'informations, d'éducation et découverte.

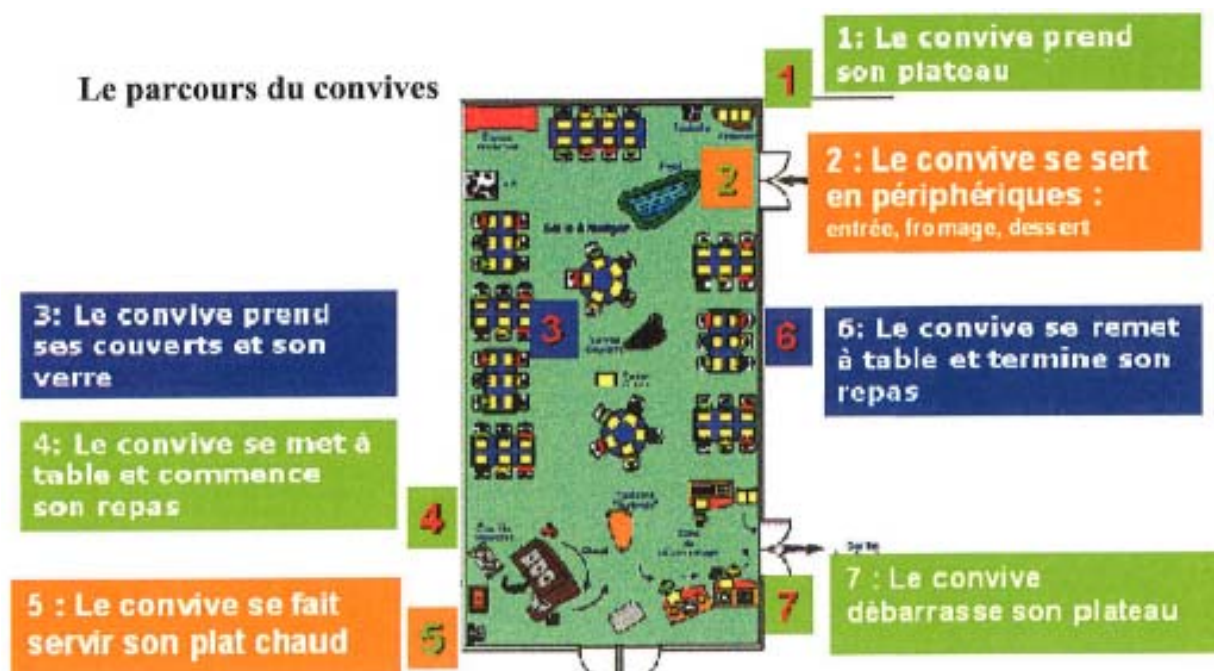
La communication se fait à plusieurs niveaux :

- sur les sites par les visites mensuelles de la diététicienne, ce qui permet de conserver un lien avec les agents de restauration qui sont les interlocuteurs directs des consommateurs.
- auprès des familles avec la lettre « Cuisto Rigolo » publiée tous le deux mois. Des conseils et des informations donnés aux parents avec présentation des menus servis aux enfants.

1- Le self Fêtavi :

Conformément à l'article 11 du contrat de délégation service public, la société SODEXO a mis en place en janvier 2009 un concept de distribution sur le restaurant scolaire Paul Langevin.

La salle à manger du restaurant scolaire Paul Langevin a été aménagée d'un self Fêtavi. Ce concept a pour objectif de rendre l'enfant acteur de son temps de repas et développe également son autonomie et sa sociabilité.



Le délégataire a la charge de tous les travaux de gros entretien et réparation des locaux de la cuisine centrale afin de la maintenir en permanence de bon état d'usage ou de fonctionnement.

Il assure l'entretien, les réparations des matériels des offices de distribution.

Les opérations de maintenance :

> maintenance curative :

Tout au long de l'année la maintenance curative a été réalisée.

> maintenance préventive :

Elle est assurée pour la maintenance des matériels frigorifiques, climatisation, extincteurs, vidanges des bacs à graisse, ascenseurs, adoucisseur, hottes, dératisation de la cuisine centrale, et, des matériels de stockage et remise en température des offices.

Chapitre III : Nos engagements

3- Le renouvellement du matériel :

Le fermier prend en charge le renouvellement des gros matériels en intégrant dans le prix de vente de chaque type de repas commandé une somme forfaitaire de 0, 10 € H.T (repas affermage et repas clients tiers).

Ce renouvellement se fait après consultation et validation de la ville.

NOM DU SITE	TYPE DE MATERIEL	P.V.H.T	P.V.T.T.C
FERDINAND BUISSON	ARMOIRE FRIGO POSITIVE	2950,50	3528,80
GASTON BABY RDC	ARMOIRE FRIGO POSITIVE	2950,50	3528,80
GASTON BABY ETAGE	ARMOIRE FRIGO POSITIVE	2950,50	3528,80
LOUIS PASTEUR	CHARIOT INOX	287,00	343,25
JEAN MACE	MEUBLE INOX	1450,00	1734,20
SUZANNE LACORE	ADOUCISSEUR	711,00	850,36
VALLON	FOUR DE REMISE EN TEMPERATURE	4699,00	5620,00
PAUL BERT	FOUR DE REMISE EN TEMPERATURE	4430,00	5298,28
CUISINE CENTRALE	LAVE BOTTE	3685,00	4407,26
CUISINE CENTRALE	CHARIOT ROLLER	892,80	1067,79
CUISINE CENTRALE	LAVE BATTERIE	10454,00	12502,99
CUISINE CENTRALE	TERMOSCELLEUSE	12757,99	15258,56
DIVERS	7 FOURS MICRO ONDE	665,00	795,34
Total investissement		48 883,29€	58 464,43€

4- La formation :

Pour garantir à nos convives des repas sains et une prestation de qualité, il apparaît important que le personnel œuvrant sur les offices s'adapte continuellement aux évolutions en matière de réglementation et puisse développer ses compétences.

Au cours de cet année, le personnel des offices (restaurants scolaires et foyers) a reçu une formation portant sur :

- La Valorisation de la prestation sur les offices.

Les objectifs de cette formation sont :

- Utiliser les éléments de valorisation décoratifs : couleurs, volumes...,
- Utiliser les éléments de valorisation gustatifs : le respect des saveurs,
- Savoir mettre en valeur sa prestation à travers l'organisation de la distribution et adopter une attitude conviviale,
- Apporter une réelle valeur ajoutée sur la valorisation du travail de l'équipe.

5- Le plan alimentaire :

Le plan alimentaire construit à partir des recommandations nationales nous permet de contrôler la qualité des aliments servis aux convives, c'est-à-dire :

Le respect de la fréquence des produits,

L'Introduction de plats locaux (ex: tielle, macaronade, seiche à la rouille...),

Les viandes proposées sont certifiées ou labélisées,

Un partenariat étroit avec le fournisseur local de fruits et légumes nous permet d'introduire des produits de qualité provenant de notre région et même quelques services de fruits Bio au cours de l'année

6- La veille sanitaire :

Le GEMRCN[1] appelé GPEMDA jusqu'à l'automne 2006, a élaboré une nouvelle version de la recommandation Nutrition actuellement appliquée au contrat avec la ville de Sète.

Cette nouvelle recommandation a pour but d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas, compte tenu des données nouvelles concernant la santé publique, notamment la montée inquiétante du surpoids et de l'obésité, et des priorités nutritionnelles nationales établies dans le cadre du Programme National Nutrition Santé (PNNS).

Depuis plusieurs années, les acteurs de la santé et de l'alimentation travaillent ensemble pour parvenir à élaborer une charte commune afin de traiter d'une alimentation de qualité dans son aspect global.

C'est pourquoi une loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche a été adoptée cet été par le Sénat (loi n°2010-874 du 27/07/2010), définissant ainsi un programme national de l'alimentation.

Un des enjeux de ce programme est de rendre notamment obligatoire les recommandations définies par le GEMRCN en restauration scolaire pour la rentrée prochaine.

A ce jour nous sommes dans l'attente du décret d'application et de l'arrêté qui en découle, prévu pour septembre 2011.

La société Sodexo a pris les devants et a d'ores et déjà déclinée son offre selon les nouvelles recommandations afin de répondre le plus efficacement possible aux futures attentes de ses clients.

[1] Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et de Nutrition

Conclusion

- Des effectifs à la hausse par rapport à la base contractuelle de 330 000 repas soit + 37 215 repas sur l'exercice 2009 / 2010,
- Mise en place d'une politique nutritionnelle à travers différentes actions comme l'introduction de l'animation « fruits et légumes du mois », grâce à un véritable partenariat avec le fournisseur local.
- Respect des engagements contractuels à savoir :
 - mise en place du self Fêtavi sur le restaurant scolaire Paul Langevin,
 - réalisation de la maintenance curative et préventive du matériel ainsi que son renouvellement,
- Projet à venir pour l'amélioration du service public :
 - Approvisionnement de certains fruits et légumes en circuit court (Languedoc Roussillon) grâce à un partenariat avec des producteurs locaux.
 - Mise en place de permanence téléphonique assurée par la diététicienne de la cuisine afin de répondre aux interrogations des familles sur l'équilibre alimentaire,
 - Suggestion pour le dîner proposée sur la lettre Cuisto Rigolo afin d'aider les parents à équilibrer le repas du soir avec le déjeuner pris au restaurant scolaire.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-151

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : CASINO DE SETE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES JEUX - 2011 - 2014 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Après avis de la Commission Consultative des services publics locaux et du Comité Technique Paritaire, par délibération en date du 13 décembre 2010, la Commune a décidé de lancer une procédure de Délégation de Service Public, sous forme d'affermage pour le Casino de Sète pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Novembre 2011.

Une publicité a été envoyée le 3 Mars 2011 au BOAMP et au Journal des Casinos.

La date limite de dépôt des plis était fixée au 26 Avril 2011.

Dans le cadre de cette procédure ouverte, une candidature a été réceptionnée celle de SETE LOISIRS – Groupe TRANCHANT.

La Commission de Délégation de Service Public (CDSPL) s'est réunie trois fois :

- Le 27 Avril 2011 pour l'ouverture des candidatures
- Le 2 Mai 2011 – elle a déclaré recevable la candidature et ouvert l'offre, laquelle a été admise et analysée.
- Le 5 Mai 2011 où elle a remis son avis sur l'offre pour la négociation et a proposé des éléments de négociation.

A la suite, Monsieur le Maire, autorité habilitée à signer la Convention d'Exploitation en vertu de l'article L1411-5 du CGCT, a procédé à la négociation par courrier en date du 14 juin 2011.

Au terme de la négociation, Monsieur le Maire a retenu le candidat SETE LOISIRS – Groupe TRANCHANT et soumis son choix à l'approbation du Conseil Municipal.

Conformément à l'article L1411-7 du CGCT, chaque Conseiller Municipal a reçu dans les délais légaux copies du rapport synthétique de présentation de la procédure, de l'analyse de la proposition du candidat, des motifs du choix, des compte rendus de la Commission de Délégation de Service Public, ainsi que le projet de contrat.

En conséquence, le délégataire pour l'exploitation des jeux du Casino, 2011-2014, est ainsi proposé : SETE LOISIRS – Groupe TRANCHANT.

Le projet de contrat présente les caractéristiques ci-après:

- Le délégataire a pour mission d'exploiter le Casino de SETE conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux jeux dans les cercles et les casinos de stations balnéaires, thermales et climatiques et à ses risques et périls. Le délégataire percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation.
- Outre l'activité relative aux jeux, l'exploitation du casino comportera deux autres activités : le spectacle et la restauration.
- Dans le cadre de ses obligations de service public, le délégataire s'engage à contribuer au rayonnement touristique, culturel et artistique de la ville en organisant de manière régulière, tout au long de la durée de la présente convention des manifestations, spectacles, animations, performances de qualité.
- Le délégataire s'engage à contribuer au développement touristique de la station par le versement annuellement de 25 000 € à l'Office de tourisme de Sète,
- Le délégataire versera à la Commune un prélèvement sur le produit brut des jeux, calculé selon les dispositions des articles L. 2333-54 et L. 2333-55-1 du code général des collectivités territoriales, et qui ne peut être inférieur à 11,5%.
- Conformément aux dispositions des articles L 2333-57 et D 2333-77 du code général des collectivités territoriales, les sommes correspondant aux recettes supplémentaires dégagées au profit du casino seront inscrites à concurrence de 50 % de leur montant sur un compte spécial ouvert dans la comptabilité du casino ; compte 471 pour être consacrées à des travaux d'investissement destinés à l'amélioration de l'équipement touristique de la station et pourront être affectées en tout ou en partie à l'équipement du casino et de ses abords.
- La durée du présent contrat est de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

le choix de la Société SETE LOISIRS – Groupe TRANCHANT,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer le contrat de délégation de service public,

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette sous les imputations suivantes :
Nature : 7364 – Fonction : 91 – Service DOPB
Nature : 1388 – Fonction : 81 – Service DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-152

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

MARCHES PUBLICS

Objet : ACQUISITION DE PRODUITS ET MATERIELS D'ENTRETIEN - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PASSEE AVEC LE CCAS - MARCHES A PASSER AVEC DIVERSES ENTREPRISES - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans un souci d'économie d'échelle et d'optimisation des achats, une convention de groupement de commandes Ville/CCAS relative à l'acquisition de produits et matériels d'entretien a été décidée et approuvée par le Conseil municipal et le Conseil d'administration du CCAS.

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, rappelée en annexe, 8 entreprises ont répondu, à savoir : les Sociétés ARGOS, IGUAL, LEGALLAIS, LE GOFF, BLANC, PAREDES, INTERPACK, et ADVANCE HYGIEN.

Toutes les offres ont été jugées conformes hormis celle présentée par la société LE GOFF qui a été rejetée faute d'avoir produit l'acte d'engagement.

Après avoir confié les plis pour analyse au service Achats-Economat, en collaboration avec les services concernés, la Commission d'appel d'offres lors de sa séance du 23 juin 2011, a décidé d'attribuer le marché:

- Pour le lot n° 1 « produit d'entretien », à la société ARGOS sise à Saint Sylvain D'Anjou (49481) ;
- Pour le lot n°2 « matériel d'entretien » à la société PAREDES sise à Aubagne (13400);
- Pour le lot n°3 « Papier hygiénique, savons et distributeurs » à la société PAREDES ;
- Pour le lot n°4 « Produits d'entretien pour la restauration collective » à la société ADVANCE HYGIEN sise à Nîmes (30900) ;
- Pour le lot n°5 « Sacs à déchets » à la société INTER PACK sise à LE TORQUESNE (14130) ;
- Pour le lot n°6 « Produits d'entretien pour les Chalets St-Hugues » à la société IGUAL sise à Villeneuve-les-Maguelone (34750).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission d'appel d'offres du 23 juin 2011,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous l'imputation 606311 ainsi que sur les budgets annexes du Port des Quilles, du complexe funéraire et du budget propre du CCAS.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUILLET 2011

ACQUISITION DE PRODUITS ET MATERIELS D'ENTRETIEN
CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PASSEE AVEC LE CCAS
MARCHES A PASSER AVEC DIVERSES ENTREPRISES
FINANCEMENT

ANNEXE SYNTHETIQUE

Convention de groupement de commandes Ville/CCAS adoptée par délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2011.

Procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, alinéas 3 et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Avis d'appel public à la concurrence transmis à la publication le 13 avril 2011 sur le site internet du BOAMP et du JOUE, avec remise des offres fixée au 24 mai 2011, 17h au plus tard.

Commission d'ouverture des plis tenue le 26 mai 2011.

Les marchés sont à bons de commande, sans minimum, ni maximum en application de l'art 77 du Code des marchés publics.

Ils sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de leur notification et pourront être reconduits chaque année par période successive d'un an, sans que leur durée totale n'excède 4 ans.

Les prestations de fournitures seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Elles intègrent les commandes du CCAS dans le cadre du groupement de commandes.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-153

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SPORTS

**Objet : CENTRE SPORTIF BIASCAMANO - REHABILITATION DU STADE -
AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT N° 11011 - VOTE
DES CREDITS DE PAIEMENT - FINANCEMENT**

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Blandine AUTHIE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le CGCT et notamment son article L 2311-3,

Vu l'autorisation de programme n° 11011 pour la réhabilitation du Stade BIASCAMANO approuvée antérieurement par délibération du conseil municipal du 29 mars 2011,

Considérant que suite à une erreur matérielle du service, cette autorisation de programme n'a pas été accompagnée des crédits de paiement annuels,

Le tableau prévisionnel des crédits de paiement est le suivant :

autorisation de programme N° 11011	Crédits de paiement		
	2011	2012	
REHABILITATION DU STADE BIASCAMANO Dépenses			
Etudes	41 806,00		
Travaux	501 672,00	292 642,00	
			TOTAL OPERATIONS
MONTANT T.T.C	650 000,00	350 000,00	1 000 000,00
T.V.A	106 522,00	57 358,00	163 880,00
MONTANT HT	543 478,00	292 642,00	836 120,00

autorisation de programme N° 11011	Crédits de paiement				
	2011	2012	2013	2014	
REHABILITATION DU STADE BIASCAMANO Recettes					
Subvention Conseil Régional	108 695,00	58 528,00			167 223,00
Subvention Conseil Général	108 695,00	58 528,00			167 223,00
Subvention CABT	81 521,00	43 896,00			125 417,00
Subvention District et Ligue de Football	37 625,00				37 625,00
Total subventions H.T	336 536,00	160 952,00			497 488,00
FCTVA 15,482%			101 933,00	54 887,00	156 820,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

VOTE les crédits de paiement nécessaires à cette autorisation de programme,

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-154

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

**Objet : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE - RENOUVELLEMENT - PERIODE 2011-2014 -
ACCORD DE PRINCIPE**

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le Contrat Enfance Jeunesse de la Ville de Sète conventionné avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Montpellier est arrivé à échéance le 31 décembre 2010.

De ce fait, un nouveau contrat doit être reconduit qui actera l'engagement des deux parties concernant les objectifs préventifs, éducatifs et pédagogiques communs pour la plus grande satisfaction des enfants et des familles.

Dans le cadre des négociations actuellement entreprises avec la CAF sur la base d'un document d'orientation ci-annexé, la Ville conduit une réflexion et identifie les actions à reconduire, à développer ou à créer en direction des publics jeunes enfants et adolescents.

La Ville devra s'engager à élargir et à optimiser l'offre d'accueil des plus jeunes (0 – 6 ans) et à optimiser les actions éducatives du temps périscolaire pour les jeunes de 6 à 17 ans.

En contrepartie, la CAF de Montpellier cofinancera les dépenses nettes de la Ville et du CCAS pour les actions retenues dans le contrat dont le projet, élaboré en concertation avec les différents services impliqués (Actions Educatives-Enfance Jeunesse, Centres Sociaux, CCAS), est actuellement en cours de finalisation par la CNAF pour une signature qui devrait intervenir courant décembre.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

SOLLICITE auprès de la CAF de Montpellier le renouvellement du contrat Enfance Jeunesse pour la période 2011 – 2014,

APPROUVE les orientations indiquées dans le document annexé à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 29 – ABSTENTIONS : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-155

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

PERSONNEL

Objet : CREATION DE POSTES SAISONNIERS - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'alinéa 2 de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée donne la possibilité aux communes de « *recruter des agents non-titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier et conclure des contrats pour faire face à un besoin occasionnel* ».

L'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 rend applicable aux agents non-titulaires employés par les Collectivités Locales les dispositions de l'article 34 modifié par la loi 94-1134 du 27 décembre 1994 prévoyant la compétence de l'organe délibérant en matière de création d'emploi.

La saison estivale impose, pour y faire face dans les meilleures conditions, le recours à des jeunes intervenant dans les secteurs traditionnellement demandeurs : enfance, sports et notamment les activités nautiques et balnéaires selon le détail ci-après :

Pour les activités sportives : éducateurs des activités physiques et sportives :

- 11 postes à 2 mois
rémunérés sur l'indice brut 366 – réel majoré 339 et réactualisés en fonction des taux en vigueur.

Pour les activités proposées aux publics par le Service ACTION EDUCATIVE ENFANCE JEUNESSE :

- 132 postes sur 1 mois
rémunérés :
soit sur l'indice brut 297 – réel majoré 295 (adjoint d'animation stagiaire BAFA)
soit sur l'indice brut 298 – réel majoré 296 (adjoint d'animation BAFA)
soit sur l'indice brut 310 – réel majoré 300 (spécialisé)
augmenté le cas échéant de 0,51 euros (taux horaire) à titre d'indemnité d'éloignement et réactualisés en fonction des taux en vigueur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la présente délibération,

Autorise le Maire ou l'élu délégué à signer les arrêtés correspondant et tout document s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 020 Fonction : 64131 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-156

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ENSEIGNEMENT MUSICAL - CONSERVATOIRE DE MUSIQUE A RAYONNEMENT COMMUNAL DE SETE - CONVENTION ANNUELLE 2011 A PASSER AVEC LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT ET L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE "DANSE ET MUSIQUE EN HERAULT" - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Le Département de l'Hérault considère l'apprentissage de la musique comme un facteur d'épanouissement et a adopté lors de sa séance du 13 décembre 2004, un schéma départemental d'enseignement musical de l'Hérault (SDEM) pour encourager et soutenir les écoles de musique et les collectivités dans leur action de démocratisation de l'accès à une pratique musicale de qualité.

Ce schéma prévoit notamment l'émergence d'écoles de musique ressources dans le département pour mieux atteindre ces objectifs. Pour faire le lien entre les différents acteurs du monde musical de l'Hérault, le Département fait appel aux compétences de Hérault Musique Danse (anciennement dénommée A.D.D.M. 34). Créée en 1984, cette association de type loi 1901, est conventionnée

avec le Conseil Général et la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Elle a pour mission entre autre, de conseiller les collectivités territoriales et les conservatoires de musique dans l'application du schéma directeur.

Nous sommes donc amenés à signer une convention avec le Conseil Général et Hérault Musique Danse afin de fixer pour un an, les règles et obligations de chacun concernant les projets d'établissement, le cadre d'emploi et les diplômes requis. Elle fixe aussi le montant de l'aide annuelle apportée par le Département au conservatoire de Sète. Elle fera également participer le directeur à la coordination du schéma départemental.

Dans le cadre de son projet d'établissement et de sa mise en réseau, le Conservatoire à Rayonnement Communal de Sète poursuit ses actions de mutualisation avec le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération en matière d'examens, d'évaluations des élèves et d'organisation de jurys communs.

Elle fixe également le montant de la cotisation de la Ville à Hérault Musique Danse qui s'élève à 200 €.

Par ailleurs, la Ville bénéficiera d'une subvention de 34.000 €uros pour l'année 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la présente convention,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette de la subvention de 34.000 € sous l'imputation suivante :
Nature : 7473 Fonction : 311 Service : MUSI

DECIDE que la dépense de 200 € sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6281 Fonction : 311 Service : MUSI

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-157

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT DE PROPRIETE DU LYCEE JOLIOT-CURIE A LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 79, a prévu la possibilité du transfert en pleine propriété des biens immobiliers des lycées qui depuis 1983 étaient mis à disposition des Régions par les collectivités initialement propriétaires.

La Région étant désormais compétente pour les missions d'accueil, d'hébergement, de restauration et d'entretien général et technique, les conditions d'exercice de ces missions seraient clarifiées et facilitées par un transfert de propriété de ces biens.

Le Lycée Joliot Curie appartenant à la Commune de Sète et à l'Etat, la Région en charge de l'établissement des actes de transfert de propriété, sollicite, conformément aux dispositions susvisées reprises à l'article L 214-7 du Code de l'Education, le transfert de propriété à titre gratuit de la parcelle section BR n°71.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCEPTE le transfert à titre gratuit de la parcelle cadastrée section BR n°71, d'une superficie de 30 200 m² au profit de la Région Languedoc Roussillon

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-158

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT DE PROPRIETE DU COLLEGE JEAN MOULIN AU CONSEIL
GENERAL DE L'HERAULT

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le Collège Jean Moulin est actuellement situé sur la parcelle cadastrée section BI n°313, laquelle appartient à la Commune de Sète et est mis à disposition du Département de l'Hérault depuis le transfert de compétence de 1983.

L'article 79 de la loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales dispose que les établissements peuvent être transférés gratuitement, en pleine propriété aux collectivités gestionnaires.

La Commune de Sète a accepté le principe de ce transfert de propriété à titre gratuit en application de l'article L 213-3 du code de l'Education.

Ce transfert portant sur les limites exactes de l'établissement, certains espaces pris en compte lors de la mise à disposition initiale et pourtant situés hors de l'enceinte de l'établissement feront l'objet à

la demande du Département de l'Hérault, d'un arrêté de désaffectation par Monsieur le Préfet de l'Hérault afin que la Commune en recouvre la pleine propriété.

Les frais inhérents à ce déclassement seront pris en charge par le Département de l'Hérault

I Ces espaces seront prochainement cadastrés :

- Section BI n°532 (parking extérieur pour 1143m²)
- Section BI n°533 (parvis du Collège pour 292m²)
- Section BI n°534 (jardin public des Mésanges pour 2303m²)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE le principe du transfert de propriété à titre gratuit par la Commune de Sète au Département de l'Hérault, de la parcelle prochainement cadastrée (Section BI 531, d'une superficie de 17 449 m²) correspondant à l'emprise du Collège Jean Moulin ;
les frais inhérents à ce transfert seront à la charge du Département de l'Hérault,

ACCEPTE d'incorporer au domaine public communal, dès la prise de l'arrêté préfectoral constatant le transfert au profit de la Commune, les parcelles cadastrées BI 532 ,533 et 534,.

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-159

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : AVENUE VICTOR HUGO - ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A MME
PIERRETTE MASSE - INTEGRATION DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL -
PRINCIPE DU CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 7 février dernier, vous avez décidé le principe de l'acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain de 174 m² cadastrée Section AI N° 279 appartenant à Mme Pierrette MASSE – Impasse Gaffinel.

Cette dernière a conclu un compromis de vente avec la Société BE Conseil dans le but de réaliser un programme de logements.

Il s'agissait de désenclaver l'impasse Gaffinel en permettant une continuité piétonne ainsi que le passage des véhicules d'entretien entre cette impasse et l'Avenue Victor Hugo.

Par ailleurs, ce passage du public évitera probablement les dégradations en fond du jardin public de l'avenue Victor Hugo que nous déplorons régulièrement.

La constitution de cet espace public créera un nouvel alignement au profit de l'opération immobilière projetée.

Cette opération nous permettra également d'effectuer un raccordement au réseau d'assainissement eaux pluviales privé et d'assainir la partie arrière du jardin public et le jardin de la crèche.

Cette parcelle, acquise par acte notarié le 30 juin dernier, devant être intégrée au Domaine Public Communal, une procédure de classement s'est avérée indispensable et l'enquête publique s'est déroulée du lundi 6 juin au lundi 20 juin 2011.

A l'issue de l'enquête, le Commissaire Enquêteur a rendu un avis défavorable à ce classement au motif que la future voie devient une voie essentielle à une sortie d'immeuble alors que la délibération initiale indiquait une voie à usage de piétons et de véhicules de service uniquement.

Cependant, compte-tenu de l'intérêt général incontestable que présente le projet, notamment en matière de sécurisation des lieux, la Ville souhaite finaliser le classement de cette parcelle dans le Domaine Public Communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe du classement de la parcelle AI 279 dans le Domaine Public Communal,

Autorise le Maire ou l'élú délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-160

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : RAMASSAGE DES ENCOMBRANTS - ANNEE 2011 - CONVENTION DE
MUTUALISATION DE SERVICES A PASSER AVEC THAU AGGLOMERATION -
AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la convention liant Thau Agglomération et la Ville de Sète dans le cadre de la mutualisation de services pour le ramassage des encombrants.

Thau Agglomération a, dans le cadre d'une compétence optionnelle de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, la charge de la collecte et du traitement des déchets ménagers dans leur ensemble.

Les encombrants sont produits par les ménages et sont assimilables aux déchets ménagers.

Toutefois, les services techniques de la Ville disposent de moyens et de personnel qualifié plus adaptés à cette collecte spécifique.

Conformément à l'article L5211-4-1 du CGCT, une mutualisation de service entre Thau agglomération et la Ville de Sète permet d'assurer une meilleure qualité du service public et de rationaliser les coûts.

Afin d'en définir les modalités pratiques et les conditions financières, une convention a été élaborée. Elle prendra fin au 31 Décembre 2011.

Elle précise que cette prestation porte sur tout type d'encombrant, issu d'un ménage qui ne peut procéder à son acheminement vers la déchetterie, son volume excédant celui du coffre d'une voiture de type berline.

Cet enlèvement devra être précédé d'une prise de rendez-vous par l'usager auprès de la commune. Il déposera ensuite l'encombrant sur le domaine public. Les encombrants issus des professionnels ne sont pas pris en charge.

A la signature de cette convention Thau Agglomération procédera à l'organisation de ces opérations d'enlèvements par quartier, à des dates fixes, selon une périodicité trimestrielle et sur appels téléphoniques opérationnels.

Ce service sera assuré dans notre ville :

- régulièrement par Thau Agglomération
- ponctuellement et sur demande expresse de Thau Agglomération par le service municipal du SMIR.

Quand le SMIR repèrera un dépôt d'encombrants, il en informera Thau Agglomération qui s'engage à en assurer l'enlèvement dans la journée si le signalement est réalisé avant midi. En cas d'impossibilité d'assurer le service dans le délai imparti, Thau Agglomération demandera de façon expresse et écrite (mail, fax) au SMIR d'assurer l'intervention.

Thau Agglomération formulera au SMIR ses demandes d'intervention :

- avant midi pour un signalement du SMIR intervenu dans la matinée,
- avant 17h pour un signalement du SMIR intervenu dans l'après-midi.

Thau Agglomération affecte au service du ramassage des encombrants 7 agents, remplacement des congés compris et un matériel composé de 3 camions plateau.

La Commune quant à elle, met partiellement à la disposition de Thau Agglomération ses moyens, soit deux agents et un véhicule de type camion benne de moins de 3,5 tonnes.

Thau Agglomération s'engage à rembourser à la Ville les charges de fonctionnement engendrées par le ramassage des encombrants, incluant les charges de personnel et frais assimilés et les charges de véhicules sur la base tarifaire de 35 euros/heure.

Le montant de la prestation que Thau Agglomération s'engage à rembourser à la commune ne pourra excéder un maximum annuel de 3 €/habitant DGF.

Le remboursement effectué par Thau Agglomération fait l'objet d'un versement trimestriel au vu de l'état récapitulatif produit par la commune précisant le temps de travail consacré à l'activité et la nature des interventions effectuées.

Le volume consacré à cette prestation en 2010 a été de 396 heures pour un montant de 13.860 €. Pour 2011, ces données seront modifiées en fonction des besoins.

CONSIDERANT la nécessité de ramasser les déchets encombrants produits par les ménages sur la Commune de SETE,

CONSIDERANT qu'il apparaît plus efficace que ce service soit réalisé par des agents de la Commune dans la mesure où elle dispose du matériel et du personnel adapté,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de régler les modalités de mutualisation des services entre Thau Agglomération et la Commune de Sète par une convention,

CONSIDERANT l'avis de la commission déchets de Thau Agglomération en date du 12 mai 2010,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention ci annexée entre Thau Agglomération et la Ville de Sète,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer ladite convention,

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette sous l'imputation suivante :
Nature : 70878 Fonction : 821 Service : SMIR

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-161

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : ELARGISSEMENT DE LA RUE DU 81EME RI - ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A MADEMOISELLE ADELL ET MONSIEUR ZAMBRANO - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOULET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Un permis de construire N° 034 301 11070003 a été délivré le 2 mars 2011 à Mademoiselle Christelle ADELL et Monsieur Denis ZAMBRANO, concernant la parcelle cadastrée Section AY N° 133.

Ce permis a été accordé sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions particulières et notamment de la cession à la Ville d'une parcelle de 9 m², nécessaire à l'élargissement de la rue du 81^{ème} R.I, à détacher de la parcelle AY 133.

Les services de France Domaine ont estimé la valeur vénale du bien à 480 € HT.

La cession doit intervenir au prix de 480 €, les frais d'acte notarié, d'un montant de 850 € seront pris en charge par la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de cette acquisition au prix de 480 € HT et de la prise en charge des frais d'acte notarié par la Ville

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet
Nature 2111 – Fonction 820 – Service URBANISME

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-162

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 19 JUILLET 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : AMENAGEMENT DE LA RUE PREVOST D'AUGIER - PERIMETRE ENTRE LES RUES JEAN MOULIN ET SALVADOR ALLENDE - PARTICIPATION SPECIFIQUE POUR VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 19 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Serge PAIOLA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Eliane MICHEL-ALBANO, Laurence MAGNE donne pouvoir à Patrick LAVIT, Sébastien PACULL donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Gérard BASTIDE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Rodolphe MEZAN donne pouvoir à Colette POUZOLET, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Hélène CAPMAS, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Line ASSENAT, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Régis LOMBARDI est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° 2007-0163 du 31 mai 2007, le Conseil municipal a instauré le principe de la participation pour la création de voies nouvelles ou aménagement d'une voie existante sur le territoire de la commune, conformément aux dispositions des articles L.332.11.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La loi précise que pour chaque voie nouvelle, ou chaque aménagement de voie existante, le Conseil municipal prend connaissance du montant des études, des acquisitions foncières et des travaux à prendre en compte pour le calcul de la participation, compte tenu de l'équipement de la voie prévue à terme.

Il y a lieu aujourd'hui de mettre en œuvre cette participation pour l'aménagement de la rue Prévost d'Augier dans sa partie comprise entre la rue Jean Moulin et la rue Salvador Allende.

Les opérations réalisées et les projets de construction dans ce secteur, notamment sur la parcelle cadastrée section BD, n° 74, nécessitent l'aménagement et l'élargissement de la rue Prévost d'Augier ainsi que le renforcement des réseaux.

Le projet étudié par les services techniques municipaux prévoit :

- l'élargissement à 8,50 m de la rue Prévost d'Augier entre la rue Jean Moulin et la rue Salvador Allende (chaussée de 5,50 m de largeur et deux trottoirs de 1,5 m de largeur)
- la création d'un espace public par l'élargissement partiel de la voie à 15,7 m sur une longueur de 43 m environ
- la création des trottoirs inexistantes aujourd'hui
- la création d'un réseau d'assainissement eaux pluviales de 400 mm de diamètre
- le renforcement des réseaux électriques (Basse Tension et Moyenne Tension), d'adduction d'eau potable avec la pose de 2 hydrants.
- la mise en place de fourreaux destinés au développement de la fibre optique
- le renforcement de l'éclairage public

Le plan d'élargissement de la rue est joint à la présente délibération.

Les montants prévisionnels de réalisation des ouvrages sont définis ci-après :

DESIGNATION	MONTANT
Acquisitions foncières	163 710,00
Démolition et terrassements	41 818,75
Chaussée et trottoirs	54 035,00
Bordures et génie civil	29 750,00
Eaux pluviales	95 560,61
Eau potable	61 700,00
Moyenne tension	76 445,00
Basse tension	81 865,00
Fibre optique	15 350,00
Eclairage public	81 815,00
TOTAL HT	702 049,36 €
Divers, honoraires et imprévus 10 %	70 204,94 €
TOTAL GENERAL H.T.	772 254,30 €
TVA 19,60 % (sauf sur acquisitions foncières)	119 274,68 €
TOTAL TTC	891 528,98 €
ARRONDI A 900 000,00 € TTC	
FCTVA = 112 680,93 €	

Le détail justificatif des sous-comptes du montant prévisionnel figure au rapport de présentation joint à la délibération.

Il est précisé qu'aucune subvention ne sera reçue par la Commune pour la réalisation de ce projet.

Les montants des taxes de raccordement et des participations travaux perçus par les Collectivités Publiques compétentes et les gestionnaires de réseaux ne sont pas intégrés au montant prévisionnel et seront dus par les constructeurs des terrains à bâtir notamment concernant les réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'eaux usées, gaz et les câbles d'électricité, de télécommunication.

Les sommes perçues au titre du fond de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement des travaux de cette voie de desserte et réseaux sont déduites du montant total des travaux.

Dans ces conditions, le coût total net à prendre en compte s'élève à **787 319,07 €**

Ce coût sera imputé sur les redevables de la participation dans les conditions suivantes :

En rappel des termes de l'article L.332-11-1 du Code de l'Urbanisme, la participation pour voirie et réseaux est répartie au prorata de la superficie des terrains bénéficiant de cette desserte et situés à moins de 80 mètres de la voie. Cette limite peut être réduite à 60 mètres ou augmentée à 100 mètres en fonction des circonstances locales.

Il est proposé de considérer les terrains situés à moins de 80 mètres à l'Est de la voie élargie (zone 2) et à moins de 60 mètres à l'Ouest de cette dernière. En effet, le zonage du POS est différent suivant la zone (1 : UD1 / 2 : UB1).

Les parcelles qui ne jouxtent pas directement la voie projetée et desservies par ailleurs ne rentrent pas dans le champ d'application de la Participation Voirie et Réseaux.

Dès lors, selon le plan ci-annexé, la superficie des terrains constructibles et rentrant dans le champ de la Participation Voirie et Réseaux, situés à moins de 60 mètres de la voie élargie pour la zone 1 et à moins de 80 mètres de la voie élargie pour la zone 2, est de 32 302 mètres carrés.

Ainsi, le montant de la participation due est de : **24,37 € par mètre carré.**

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme la participation est due à compter de la construction d'un bâtiment sur le terrain.

Elle est recouvrée comme en matière de produits locaux dans des délais fixés par l'autorité qui délivre le permis de construire.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.332-6-1, L.332-11-1 et L.332-11-2,

Vu la délibération n° 2007-0163 du 31 mai 2007 instaurant la participation pour les voiries nouvelles et réseaux sur le territoire de la Commune de Sète,

Vu le rapport de présentation joint à la délibération comportant le plan d'élargissement de la rue, le plan de délimitation des parcelles concernées par l'application de la PVR et le détail quantitatif estimatif de l'ensemble des travaux,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte une participation spécifique pour voirie et réseaux divers dans le périmètre correspondant joint en annexe de la présente délibération,

ARRETE ET
APPROUVE

le programme des travaux projetés permettant l'élargissement de la rue Prévost d'Augier (partie comprise entre la rue Jean Moulin et la rue Salvador Allende) et les renforcements des réseaux publics comportant :

- Démolition et terrassements,
- Chaussée et trottoirs,
- Bordures et génie civil
- Réseau d'assainissement Eaux pluviales
- Réseau d'adduction Eau potable
- Réseau Moyenne tension
- Réseau Basse tension
- Réseau Fibre optique
- Réseau Eclairage public

et détaillés dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération,

- ARRETE** le coût prévisionnel de cette opération qui s'élève à 900 000 € TTC correspondant aux dépenses indiquées dans le tableau susmentionné,
- DECIDE** de déduire les sommes perçues au titre du fond de compensation de la TVA au titre des dépenses d'investissement pour les travaux de voirie et réseaux (leur montant est estimé à 112 680,93 €),
- DECIDE** que le coût net total du programme s'élève dans ces conditions au montant estimé à 787 319,07 €,
- DECIDE** que les propriétaires riverains sont redevables au prorata de la superficie des terrains bénéficiant de cette desserte selon le périmètre joint en annexe de la présente délibération, dans les conditions prévues par la loi (surface totale de 32 302 mètres carrés),
- DECIDE** que le montant de participation due est de 24,37 € par m² de terrain et qu'il sera indexé suivant l'évolution de l'index TP 01 (TP 01o = TP 01 juillet 2011),
- DECIDE** que les crédits seront inscrits au budget de la ville sous l'imputation :
Nature : 1336 Fonction : 822 Service : AMURB
- AUTORISE** le Maire ou l'élu délégué à signer tout document permettant la mise en œuvre de ces décisions.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG